

Résumé analytique

Le programme des indicateurs clés du marché du travail

L'un des objectifs majeurs de l'Organisation internationale du travail est d'identifier les défis mondiaux de l'emploi dans un contexte où les possibilités de travail décent sont très recherchées dans le monde entier.¹ Les *Indicateurs clés du marché du travail (ICMT)* mettent en évidence les tendances mondiales du monde du travail à travers les estimations mondiales et régionales et les données nationales sur la participation à la main d'œuvre, l'emploi, l'emploi par secteur, l'emploi par situation, le chômage, le chômage des jeunes, les élasticités de l'emploi et la pauvreté au travail.

La définition de stratégies efficaces du marché de l'emploi au niveau national nécessite d'abord et avant tout la collecte, la diffusion et l'évaluation de données actuelles et fiables sur le marché du travail.² Une fois qu'une stratégie est adoptée, une information et une analyse continues sont essentielles pour mesurer les progrès accomplis et ajuster les politiques en cas de nécessité. Les informations et les analyses sur le marché du travail doivent être considérées comme la pierre angulaire des stratégies visant à promouvoir les normes et les principes fondamentaux ainsi que les droits au travail, l'emploi productif, la protection sociale, le dialogue social, de même qu'à résoudre les questions transversales concernant le rôle des femmes dans le développement — et c'est à ce niveau qu'intervient le programme ICMT.

En 1999, le BIT a lancé le programme ICMT en vue d'améliorer la diffusion de données et d'analyses cruciales sur les marchés du travail dans le monde. Ce programme est axé sur deux objectifs primordiaux : (1) présenter un ensemble principal d'indicateurs et d'analyses du marché du travail ; et (2) améliorer la disponibilité de ces indicateurs afin de suivre les nouvelles tendances de l'emploi. Il vise à atteindre ces objectifs en diffusant 20 indicateurs « clés » du marché du travail qui sont liés à l'initiative en faveur du travail décent (et présentés à l'encadré 1) et qui concernent : l'emploi et les variables relatives à l'emploi (situation, secteur, heures, etc.) ; le manque d'emplois et les caractéristiques des chercheurs d'emploi ; l'éducation ; les salaires et les coûts de rémunération ; la productivité de la main d'œuvre et la pauvreté au travail. Pris globalement, les ICMT constituent une base solide pour commencer à résoudre les questions clés relatives à la sous-utilisation de la main-d'œuvre et au déficit de travail décent.

En plus de fournir des indicateurs pour évaluer la situation du marché du travail, la cinquième édition des ICMT tente de développer les connaissances disponibles sur les rapports entre la pauvreté, les déficits de travail décent et la sous-utilisation de la main-d'oeuvre à travers l'utilisation de ces indicateurs.

La sous-utilisation de la main-d'oeuvre peut être caractérisée notamment par le manque d'emplois (chômage ou sous-emploi de longue durée), la sous-utilisation des compétences, la faiblesse du revenu et la faiblesse de la productivité. En d'autres termes, une façon d'examiner la sous-utilisation de la main-d'oeuvre consiste à prendre en compte les travailleurs confrontés à des déficits de travail décent, y compris à tout le moins les travailleurs pauvres. Supposons que chaque personne travaillant

1. La série sur les *Tendances mondiales de l'emploi (TME)* ainsi que les TME thématiques (sur les jeunes et les femmes) sont disponibles sur le site: <http://www.ilo.org/trends>.

2. Pour plus de précisions sur la nécessité de l'information sur le marché du travail et des exemples sur la manière d'utiliser cette information dans l'élaboration des politiques, voir la section intitulée «Guide pour la compréhension des ICMT ».

et vivant avec moins de 2 dollars EU par jour est soit sous-employée (travaille moins qu'elle ne le souhaite), soit détentrice d'un emploi à très faible productivité (travaille de longues heures mais de manière inefficace en raison du manque d'instruction ou d'équipement). Loin d'être improbable, cette situation révèle que cette personne est sous-utilisée, car elle n'occupe pas un emploi plein, décent et productif. En ajoutant les travailleurs pauvres aux chômeurs, on constate que 1,5 milliard de personnes dans le monde — 30 % de la population mondiale en âge de travailler — peuvent être considérées comme une main-d'oeuvre potentiellement sous-utilisée. Ce n'est là qu'un moyen d'illustrer l'utilisation des indicateurs ICMT pour évaluer le caractère généralisé de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre et, partant, des déficits de travail décent. D'autres exemples sont donnés dans cette édition, surtout au chapitre 1.

Encadré 1. Indicateurs clés du marché du travail (ICMT), 5e édition

1. Taux de participation au marché du travail
2. Ratio emploi-population
3. Situation d'emploi
4. Emploi par secteur
5. Emploi à temps partiel
6. Heures de travail
7. Emploi dans l'économie informelle
8. Chômage
9. Chômage des jeunes
10. Chômage à long terme
11. Chômage par niveau d'instruction
12. Sous-emploi temporel
13. Taux d'inactivité
14. Niveau d'instruction et alphabétisation
15. Indices des salaires dans le secteur manufacturier
16. Salaires professionnels et indices de rémunération
17. Coûts de rémunération horaires
18. Productivité du travail et coûts unitaires de la main d'œuvre
19. Élasticités de l'emploi
20. Pauvreté, pauvreté au travail et répartition des revenus

La cinquième édition des ICMT

Questions clés dans le chapitre relatif au marché du travail (chapitre 1)

Le premier chapitre de la cinquième édition des ICMT est consacré à une analyse plus approfondie de certains indicateurs, avec un accent particulier sur la manière dont les indicateurs peuvent mettre en évidence des questions vitales liées aux résultats économiques et donner lieu à des recommandations. Le chapitre sur les « questions clés » de cette édition porte sur trois sujets qui ont

un thème récurrent : la nécessité d'évaluer les progrès vers l'atteinte des objectifs d'emplois pleins, décents et productifs — et, partant, vers la réduction de la sous-utilisation de la main-d'œuvre — en utilisant une série complète d'indicateurs. Les sujets sont les suivants : (1) «l'emploi décent et les Objectifs du Millénaire pour le développement : description et analyse d'une nouvelle cible» ; (2) «l'évaluation de l'emploi vulnérable : rôle de la situation et des indicateurs sectoriels» ; (3) «au-delà de la dichotomie emploi/chômage : mesurer la qualité de l'emploi dans les pays à faible revenu».

Le premier sujet sur l'emploi décent et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) concerne la nouvelle cible de l'OMD 1, qui souligne l'importance d'un emploi plein, décent et productif comme facteur clé de réduction de la pauvreté. Une série initiale de quatre indicateurs a été choisie pour évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre cet objectif : les ratios emploi-population (ICMT 2), l'emploi vulnérable (défini à travers le concept de situation d'emploi dans ICTM 3), la pauvreté au travail (ICTM 20) et la productivité du travail (ICTM 18). Les tendances régionales pour ces quatre indicateurs sont examinées afin de déterminer les régions qui sont en bonne voie pour atteindre les objectifs de travail décent dans le contexte de l'OMD 1. Bien que l'on décourage les utilisateurs de traiter séparément quelque indicateur que ce soit, les quatre indicateurs pris ensemble constituent un point de départ pour évaluer la sous-utilisation de la main-d'oeuvre et les déficits de travail décent.

Le deuxième sujet souligne la possibilité d'identifier les groupes vulnérables sur le marché du travail en s'appuyant sur la situation d'emploi (ICTM 3), de concert avec d'autres indicateurs et, en particulier, l'emploi par secteur (ICTM 4). Les personnes employées sont identifiées comme étant «vulnérables» si elles risquent de travailler dans des conditions inadéquates — c'est-à-dire si elles risquent davantage de manquer d'emplois pleins, décents et productifs. La sous-utilisation de la main-d'oeuvre étant généralisée dans les pays en développement, une forte proportion des personnes employées sont vulnérables ; le défi consiste donc à cerner cette proportion avec des statistiques normalisées qui sont facilement accessibles et qui peuvent être produites par les instituts statistiques nationaux. Dans cette partie du chapitre 1, nous cernons l'emploi vulnérable à l'aide du même indicateur utilisé pour le mesurer dans le cadre de la nouvelle cible de l'OMD 1 (situation d'emploi dans ICMT 3) ; ensuite, nous procédons à des ventilations de l'emploi vulnérable à partir de l'emploi par secteur (ICMT 4). La tabulation croisée qui en résulte, si on l'utilise en conjonction avec d'autres informations, constitue un outil efficace pour suivre l'évolution des marchés du travail dans les pays en développement et pour évaluer les déficits de travail décent.

Le dernier sujet, qui porte sur la dichotomie emploi/chômage, reflète certaines limites des indicateurs actuels de la qualité de l'emploi. Il s'agit ici de susciter la réflexion et le débat sur la manière de mieux cerner empiriquement le concept de qualité de l'emploi afin d'étayer les politiques d'emploi, surtout pour les pays en développement. En même temps, cette section aboutit à deux conclusions. Premièrement, en l'absence d'un indicateur englobant, les indicateurs actuels, malgré leurs limites, devraient être utilisés de façon complémentaire afin de dresser un tableau plus détaillé de la qualité de l'emploi dans les pays en développement. Les indicateurs ICMT examinés sont notamment les ratios emploi-population (ICMT 2), la situation d'emploi ICMT 3), les horaires de travail (ICMT 6), l'emploi dans l'économie informelle (ICMT 7), le sous-emploi temporel (ICMT 12) et la pauvreté au travail (ICMT 20). Bon nombre de ces indicateurs servent effectivement à analyser les déficits de travail décent, surtout avec l'adoption d'une nouvelle cible OMD évoquée ci-dessus. Deuxièmement, les indicateurs qualitatifs, tout en présentant de plus grandes difficultés en matière de mesure, constituent le seul moyen d'évaluer la portée de l'emploi inadéquat et sont, par conséquent, nécessaires pour compléter une analyse des marchés du travail dans les pays en développement.

Une fois de plus, le message clé du chapitre 1 est que l'évaluation des progrès réalisés vers un travail plein, décent et productif est une tâche complexe qui requiert l'utilisation de multiples informations et indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Points saillants des tendances actuelles du marché du travail

Les ICMT servent d'outil de recherche pour évaluer les tendances du marché du travail. Cette section présente quelques extraits des tendances remarquables (par thème) qui ont été mises en évidence dans la cinquième édition des ICMT :³

Participation au marché du travail (ICMT 1)

- Le global taux d'activité des femmes (15 ans et plus) a fléchi légèrement en 2006 (52,5 %) par rapport à 1996 (53,0 %) en raison principalement de la baisse de la participation des jeunes (15-24ans), attribuable à une scolarisation accrue. Sachant que 78,9 % des hommes sont économiquement actifs, force est de constater qu'il existe encore un énorme potentiel inexploité et éventuellement sous-utilisé de la main d'œuvre féminine.
- Les plus gros écarts entre les taux de participation des hommes et ceux des femmes ont été enregistrés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud. Dans les trois régions, le taux d'activité des hommes a dépassé celui des femmes de plus de 45 points de pourcentage en 2006, bien que cela représente une légère amélioration de ces écarts par rapport à 1996, surtout dans le cas du Moyen-Orient.

Emploi et caractéristiques de l'emploi

- Il existe un contraste saisissant entre l'écart des ratios emploi-population des femmes et des hommes dans les économies développées (où les écarts étaient de 12,9 et 15,3 points de pourcentage respectivement en 2006), d'une part, et celui du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud (où les écarts dépassent plus de 40 points de pourcentage), d'autre part. Pour autant, si les résultats nationaux restent contrastés, rendant difficile toute conclusion, les agrégats régionaux attestent d'une croissance, certes lente, de l'activité des femmes dans certaines régions où leurs ratios d'emploi sont traditionnellement faibles. (ICMT 2).
- La majorité des travailleurs dans la plupart des économies développées ont un emploi rémunéré ou salarié. Par contre, dans les économies en développement d'Afrique sub-saharienne et d'Asie du Sud, la majorité des actifs continuent à travailler à leur propre compte et comme travailleurs familiaux non rémunérés — situations plus susceptibles d'être considérées comme vulnérables en ce qui concerne aussi bien les risques économiques que la solidité du dispositif institutionnel de protection contre ces risques. La forte proportion de la main-d'œuvre dans ces catégories d'emploi reflète donc la probabilité de déficits d'emplois décents (ICMT 3).
- La ventilation du statut d'emploi par sexe fait ressortir des différences majeures entre la position des hommes et des femmes sur le marché du travail. Premièrement, les femmes ont plus de chances que les hommes de contracter un travail assorti d'un traitement ou d'un salaire. Deuxièmement, les femmes constituent la majorité des travailleurs familiaux dans le monde entier. Enfin, les femmes ont moins de chances de travailler comme employeurs dans presque tous les pays. (ICMT 3).
- Ces dernières années, l'agriculture a perdu sa place comme principal secteur d'emploi, au profit du secteur des services qui, en 2006, représentait 42,0 % de l'emploi dans le monde, contre 36,1 % pour l'agriculture. En ce qui concerne le secteur industriel, il représentait 21,9 % l'emploi total, niveau quasiment inchangé depuis 10 ans. Les secteurs producteurs de services peuvent offrir de

3. Pour plus de précisions sur les concepts du marché du travail définis ou sur les tendances identifiées, voir le manuscrit de l'ICMT indiqué entre parenthèses.

nombreuses possibilités d'emploi décent et productif ; cependant, tous les emplois dans ces secteurs ne sont pas forcément décents ou productifs. L'emploi dans les services varie des postes salariés bien rémunérés de travailleurs hautement qualifiés et bénéficiant de conditions de travail adéquates à des activités commerciales de subsistance qui sont généralisées dans les rues des pays en développement. De nombreux travailleurs dans cette situation peuvent être sous-utilisés s'ils consacrent de longues heures à un revenu médiocre. (ICMT 4).

- L'agriculture demeure le principal employeur dans les régions les plus pauvres du monde. En Afrique subsaharienne, près de sept personnes employées sur 10 travaillent dans ce secteur ; dans les régions Asie du Sud et Asie du Sud-Est et Pacifique, la proportion est d'environ cinq sur 10. (ICMT 4).

La pauvreté et les travailleurs pauvres (ICMT 20)

- Les pays affichant les plus fortes incidences de la pauvreté, c'est-à-dire ceux dont plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar EU par jour, se retrouvent en Afrique de l'Est et de l'Ouest, ce qui confirme le fait qu'une forte proportion de la population du continent vit dans des conditions d'extrême dénuement. Bien des personnes vivant dans la pauvreté extrême font un travail parfois long et dur, mais très improductif. Ils n'ont pas d'autre choix que de trouver un moyen quelconque de gagner un revenu parce qu'ils n'ont souvent pas d'autres moyens de subsister ou de faire subsister leurs familles.
- Les régions d'Asie ont connu un net recul du nombre de travailleurs et travailleuses vivant avec moins de 1 dollar EU par jour ; le nombre de travailleurs pauvres d'Asie a chuté sensiblement, de 148 millions entre 1994 et 2004, soit une baisse de l'ordre de 50 %. Par contre, en raison des mauvais résultats économiques de l'Afrique sub-saharienne, le nombre de travailleurs pauvres a grimpé de 24 millions. Cependant, en examinant le nombre de travailleurs pauvres (vivant avec 1 dollar EU par jour) dans la population active, on constate un léger recul en Afrique subsaharienne du fait que le nombre d'actifs a augmenté un peu plus rapidement que celui des travailleurs pauvres.

Chômage

- Aux fins de la collecte des données, le chômage est défini au niveau international comme le fait de n'avoir pas travaillé pendant au moins une heure au cours de la semaine écoulée. Cela signifie que beaucoup de travailleurs du monde en développement qui n'ont ni un emploi régulier, ni un revenu régulier, mais qui, en l'absence de tout autre moyen de subsistance, doivent trouver un moyen de survie, ne relèvent pas de la catégorie des chômeurs. Compte tenu de cette disposition restrictive, les données disponibles montrent une large dispersion des taux de chômage à travers le monde. Un examen des données nationales a montré que toutes les régions sont représentées dans la tranche inférieure des taux de chômage (moins de 5%). Les taux de chômage les plus élevés sont cependant concentrés dans les pays d'Afrique subsaharienne, d'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI (ICMT 8).
- Entre 2005 et 2006, le taux de chômage a diminué légèrement dans le monde entier, passant de 6,4 à 6,3%, ce qui confirme une tendance à la baisse observée pendant les trois dernières années, période durant laquelle l'économie mondiale a connu une croissance rapide (ICMT 8).
- Une caractéristique majeure ressort de l'examen des données nationales présentées : invariablement, les taux de chômage des jeunes sont supérieurs à ceux des adultes. En effet, les taux de chômage des jeunes sont généralement deux fois plus élevés que ceux des adultes, voire plus (ICMT 9).

- La distribution du chômage est beaucoup plus concentrée parmi les personnes les moins instruites, du moins dans les pays développés. En 2005, une personne vivant dans une économie développée (selon les données disponibles) et n'ayant qu'un niveau d'instruction primaire avait trois fois plus de chances de chômer qu'une personne de niveau universitaire. Cette tendance reflète la hausse de la demande de travailleurs plus instruits et qualifiés dans les économies développées et la baisse de la demande de travailleurs peu instruits. Dans huit des économies en développement pour lesquels des données sont disponibles, c'est la main d'œuvre ayant le niveau du secondaire qui court le plus le risque de chômer, mais jamais à un niveau nettement supérieur à celui des personnes de niveau primaire. La demande de travailleurs ayant un niveau d'instruction supérieur a été forte dans la majorité des pays (ICMT 11).

Élasticités de l'emploi (ICMT 19)

- Entre 1993 et 2005, le secteur des services a été à la fois celui qui a connu la croissance la plus rapide dans le monde en termes de production et celui dont la croissance a eu une forte intensité de main-d'œuvre. En effet, pour chaque point de pourcentage de croissance de la valeur ajoutée dans le secteur des services, l'emploi s'est accru de 0,67 points de pourcentage. Toutefois, dans le secteur industriel, et surtout dans le secteur agricole, la croissance de la valeur ajoutée a été davantage impulsée par les gains de productivité que par les gains d'emplois.
- En plus des économies développées et de l'Union européenne, quelques régions en développement font également l'objet d'une transformation structurelle caractérisée par une montée en puissance des services (et, dans une moindre mesure, de l'industrie) au détriment de l'agriculture — Europe centrale et du Sud-Est (hors EU) et CEI, ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes — chacune ayant connu un déclin de l'emploi agricole malgré une croissance positive de la valeur ajoutée dans l'agriculture. Cependant, le secteur agricole demeure une importante source de subsistance, particulièrement en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est et Pacifique.
- La vive accélération de la croissance dans l'agriculture, l'industrie et les services en Asie de l'Est a facilité à la fois une forte création d'emplois et des gains de productivité rapides. Cette tendance a entraîné un «cercle vertueux» de croissance de l'emploi et de la productivité et de réduction de la pauvreté dans cette région.

Productivité de la main-d'œuvre (KILM 18)

- Au cours des 10 dernières années, les niveaux de productivité ont augmenté dans presque toutes les régions, la plus forte hausse ayant été observée en Asie de l'Est, où la production par travailleurs a presque doublé. Une progression considérable a également été constatée en Europe centrale et du Sud-Est (hors EU) et CEI ainsi qu'en Asie du Sud, où les niveaux de productivité se sont accrus de 50 % environ.
- Les États-Unis ont continué d'afficher les plus hauts niveaux de productivité de la main d'œuvre, mesurée comme valeur ajoutée par personne employée par an, avec 63.885 dollars EU ; viennent ensuite, et à une distance respectable, l'Irlande (55.986 dollars EU) et le Luxembourg (55.641 dollars EU). Cependant, la Norvège a enregistré la plus forte productivité mesurée en valeur ajoutée par heure ouvrée (37,99 dollars EU), suivie par les États-Unis (35.63 dollars EU) et la France (35,08 dollars EU).
- L'écart de productivité (mesuré en valeur ajoutée par personne employée) entre les États-Unis et la plupart des pays développés a continué à se creuser, surtout au cours des dernières années. Les exceptions ont été observées en Irlande, où l'écart a diminué constamment au fil du temps, passant de 40 points de pourcentage environ en 1980 à moins de 13 en 2006. Depuis 2000, la Finlande, la

Suède et le Royaume-Uni ont également pu continuer à réduire les écarts de productivité, de même que plusieurs nouveaux membres de l'Union européenne — Estonie, Lettonie et Lituanie —, encore que les écarts de productivité dans ce dernier groupe restent considérables.

Horaires de travail

- Il existe une relation positive entre le ratio emploi-population des femmes et l'emploi à temps partiel, ce qui implique qu'une expansion des possibilités de travail à temps partiel encourage les femmes à intégrer le monde du travail (ICMT 5).
- Le nombre annuel d'heures ouvrées par personne a dépassé 2.200 dans six économies d'Asie — la République de Corée en tête, suivie du Bangladesh, du Sri Lanka, de Hong Kong, de la Chine, de la Malaisie et de la Thaïlande. À l'autre extrême, la plupart des pays de l'Union européenne ont enregistré un nombre d'heures nettement inférieur, surtout en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, où les travailleurs ont effectué moins de 1.600 heures par an. (ICMT 6).
- Le pourcentage d'hommes et de femmes travaillant 40 heures ou plus varie d'une économie à l'autre, mais dans presque toutes les économies étudiées, les hommes sont plus susceptibles de travailler de longues heures que les femmes. (ICMT 6)
- Pour la moitié des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, au moins une personne employée sur huit travaille actuellement à temps partiel, mais souhaite accroître ses heures de travail — autrement dit, est sous-employée. Par contre, les pays d'Europe centrale et de l'Est, et quelques récents membres de l'Union européenne, affichent les plus faibles taux de sous-emploi temporel. Dans presque tous les pays, les femmes employées à temps partiel sont plus susceptibles que leurs congénères de sexe masculin de chercher à accroître leurs heures de travail. C'est particulièrement le cas dans les économies développées, où de nombreuses femmes ont au moins deux fois plus de chances que les hommes d'être sous-employées. (ICMT 12)

Niveau d'instruction et alphabétisation (ICMT 14)

- On note une tendance nette vers une main d'œuvre de plus en plus instruite.
- Pour les deux sexes, la plus forte proportion de la main d'œuvre par niveau d'instruction a été celles des personnes ayant le niveau du primaire ou du secondaire, ce qui indique que dans la plupart des pays, l'offre de main d'œuvre reste pour l'essentiel composée de travailleurs peu ou moyennement qualifiés. L'élément offre est probablement une variable qui explique l'écart salarial croissant entre les professions peu spécialisées et très spécialisées ; la demande de travailleurs de niveau universitaire et hautement qualifiés, qui sont en nombre insuffisant, a pour effet de tirer leur rémunération vers le haut, et inversement pour les travailleurs peu instruits.
- Dans l'immense majorité de pays qui disposent de données, le taux d'analphabétisme des adultes est supérieur à celui des jeunes, ce qui traduit une tendance positive puisque les jeunes font des progrès en matière d'alphabétisation et acquièrent ainsi de meilleures compétences par rapport à leurs parents.
- Le taux d'analphabétisme des femmes adultes a dépassé de plus de 25 points de pourcentage celui des hommes dans 14 pays — Afghanistan, Angola, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Éthiopie, Inde, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Pakistan, Togo et Yémen. La tendance continue, mais à une moindre échelle, chez les jeunes : dans cinq pays, l'écart entre les taux d'analphabétisme des garçons et filles dépasse 25 points de pourcentage — Afghanistan, Bénin, Tchad, Niger et Yémen.

Nouveautés

La cinquième édition des ICMT présente plusieurs nouveautés remarquables :

Amélioration des indicateurs

- Une nouvelle série harmonisée de ratios emploi-population (tableau 2) réduit certaines limites de la comparabilité.
- Tous les indicateurs ont été améliorés en termes de couverture géographique et de qualité des informations disponibles, grâce en partie au renforcement du processus de collecte et de traitement des données sur le marché du travail.

Nouvelles estimations mondiales et régionales

- Des estimations mondiales et régionales sont maintenant disponibles pour la situation d'emploi (ICMT 3) ainsi que pour la productivité du travail et les coûts unitaires de la main-d'œuvre (ICMT 18).

Révision des regroupements régionaux

- Dans le nouveau regroupement régional, l'Afrique comprend deux sous-régions : l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, cette dernière ayant pour sous-groupes les zones Est, Centre, Sud et Ouest. Le Moyen-Orient est désormais un groupe régional à part entière et ne comporte pas de sous-région. La deuxième page de couverture de la version imprimée des ICMT offre une représentation graphique de l'organisation des pays en grands groupes.